

Questions orales

• (1450)

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): En résumé, le comité a été constitué et il a demandé des renseignements complémentaires au Travaux publics. Ce ministère a fourni l'information demandée en décembre dernier et les audiences publiques devraient débiter au mois de mars. Nous devrions recevoir un rapport définitif vers la fin de juillet.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, les membres des organisations non gouvernementales qui sont ici aujourd'hui seront très déçus d'apprendre que la ministre ne tient pas la promesse qu'elle a faite l'an dernier pour un montant de 800 millions de dollars. Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Étant donné les changements qui secouent actuellement l'Europe et le fait que ces pays de l'Europe de l'Est auront besoin d'argent pour rebâtir leur économie, je voudrais poser au ministre la question suivante: Les fonds qui devaient être consacrés aux pays du tiers monde seront-ils plutôt utilisés pour stimuler l'économie de ces pays européens, ce qui aura des conséquences insupportables pour le tiers monde, ou est-ce que de nouveaux crédits seront affectés à cette fin?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le vice-premier ministre et moi avons eu l'occasion aujourd'hui de nous entretenir avec M. Wojcik, de la Pologne, qui est au Canada pour diriger une commission économique polonaise. Sa commission tient des colloques partout au pays pour tenter de trouver des moyens pratiques, grâce auxquels les entrepreneurs canadiens et d'autres de nos concitoyens pourraient participer aux changements incroyables qui se produisent en Europe. Voilà certainement le genre d'aide que peut offrir le Canada.

Ma collègue et d'autres ministres de notre gouvernement ont annoncé une autre forme d'aide, soit un programme de 42 millions de dollars auquel peuvent souscrire la Pologne et d'autres pays. Bien entendu, nous participons à la création d'une nouvelle banque de développement pour l'Europe de l'Est.

Comme le sait le député, les pays de l'Europe de l'Est n'auraient droit à l'aide publique au développement que si le Comité consultatif du développement de l'OCDE

donnait son consentement. Comme il ne l'a pas fait, cela règle la question.

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Et bien, nous sommes heureux d'apprendre que ces fonds ne seront pas utilisés à d'autres fins.

[Français]

Ma deuxième question, monsieur le Président, s'adresse au ministre de l'Environnement.

La pauvreté du Tiers monde est la plus extrême de la planète. S'il y a des coupures aux programmes d'aide au Tiers monde, la destruction des forêts ainsi que la famine vont affecter l'environnement des pays du Tiers monde et même du monde entier.

Ma question est celle-ci: Le ministre peut-il nous promettre qu'il parlera à ses collègues afin d'assurer que les fonds qui ont été promis au Tiers monde ne seront pas coupés?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je peux témoigner d'une expérience personnelle que j'ai vécue et dont je suis fier de faire état en cette Chambre. J'ai eu l'occasion d'assister à la Conférence du Sommet francophone de Québec où le premier ministre, le premier parmi les pays francophones, a annoncé l'effacement de toute la dette africaine du Canada. Je peux vous dire que j'en suis encore très fier. C'est un des dossiers du Canada dans le monde qui lui fait honneur. Je ne pense pas que nous ayons de leçon à recevoir de personne là-dessus.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

M. Francis G. LeBlanc (Cap Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, je pose ma question au ministre des Pêches. Le ministre sait que, après bien des efforts des Canadiens dans la transformation, l'exploitation et la commercialisation, le sébaste est devenu une espèce importante dans la région de l'Atlantique. Il n'y a qu'une autre espèce dont les prises par la National Sea Products sont plus importantes que ses prises de sébaste. Pourtant, dans une lettre au ministre, datée du 9 janvier, le président de National Sea Products s'est dit horrifié que, sans consultation ou discussion préalable, le sébaste soit inclus dans un programme concernant les espèces sous-utilisées et que les quantités allouées à National Sea soient inférieures aux niveaux de prises prévus pour 1990.

Comment le ministre peut-il considérer cette espèce comme sous-exploitée alors que National Sea veut la